



Gendarmerie royale du Canada

[GRC.ca](#) > [Renseignements organisationnels](#) > [Publications et guides](#)

Rapport financier trimestriel pour la période se terminant le 30 juin 2025

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Sur cette page

- [Introduction](#)
- [Faits saillants des résultats financiers du trimestre et de l'exercice à ce jour](#)
- [Risques et incertitudes](#)
- [Changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes](#)
- [Annexe A : État des autorisations \(non vérifié\)](#)
- [Annexe B : Dépenses budgétaires par article courant \(non vérifiées\)](#)

▼ Liste des acronymes et abréviations

ETP

Équivalents temps plein

G7

Groupe des sept

GRC

Gendarmerie royale du Canada

RNC

Recettes nettes en vertu d'un crédit

TI

Technologies de l'information

▼ Liste des graphiques

- [Graphique 1 : Faits saillants des résultats financiers du trimestre et de l'exercice à ce jour \(en millions de dollars\)](#)

▼ Liste des tableaux

- [Tableau 1 : Écart cumulatif des crédits en 2025-2026 par rapport à 2024-2025](#)
- [Tableau 2 : Cumul des dépenses en fin de trimestre \(en milliers de dollars\)](#)
- [Tableau 3 : Cumul des dépenses par article courant en fin de trimestre \(en milliers de dollars\)](#)
- [Tableau 4 : État des autorisations \(non-vérifié\) \(en milliers de dollars\)](#)
- [Tableau 5 : Dépenses ministérielles budgétaires par article courant \(non-vérifiées\) \(en milliers de dollars\)](#)

1. Introduction

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé par la direction, comme l'exige l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Le rapport doit être lu conjointement avec le [Budget principal des dépenses](#) pour 2025-2026. Le rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen externe.

1.1 Mandat

Le ministre de la Sécurité publique est responsable de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Les responsabilités de la GRC sont énoncées à l'article 18 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. Le mandat de la GRC comporte plusieurs volets, notamment prévenir la criminalité et mener des enquêtes, maintenir la paix et l'ordre, faire respecter les lois, contribuer à la sécurité nationale, veiller à la sécurité des représentants de l'État, des dignitaires en visite et des membres de missions étrangères, et fournir des services de soutien opérationnel vitaux à d'autres organismes de police et d'exécution de la loi au Canada et à l'étranger.

Pour obtenir un complément d'information sur le mandat, les rôles, les responsabilités et les programmes de la GRC, veuillez consulter le [Budget principal des dépenses](#) (Partie II du Budget des dépenses) et le Plan ministériel et le Rapport sur les résultats ministériels (Partie III du Budget des dépenses).

1.2 Méthode de présentation du rapport

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant la comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations ci-joint comprend les autorisations de dépenser de la GRC qui lui sont accordées par le Parlement et celles qui sont utilisées par le ministère en conformité avec le Budget principal des dépenses. Ce rapport a été préparé en

utilisant un référentiel à l'usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut pas dépenser sans l'autorisation du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'intermédiaire de lois de crédits, sous forme de limites approuvées annuelles, ou par l'intermédiaire d'autres lois, sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

La GRC utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour l'établissement et la présentation de ses états financiers annuels, qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore établis en fonction d'une comptabilité axée sur les décaissements.

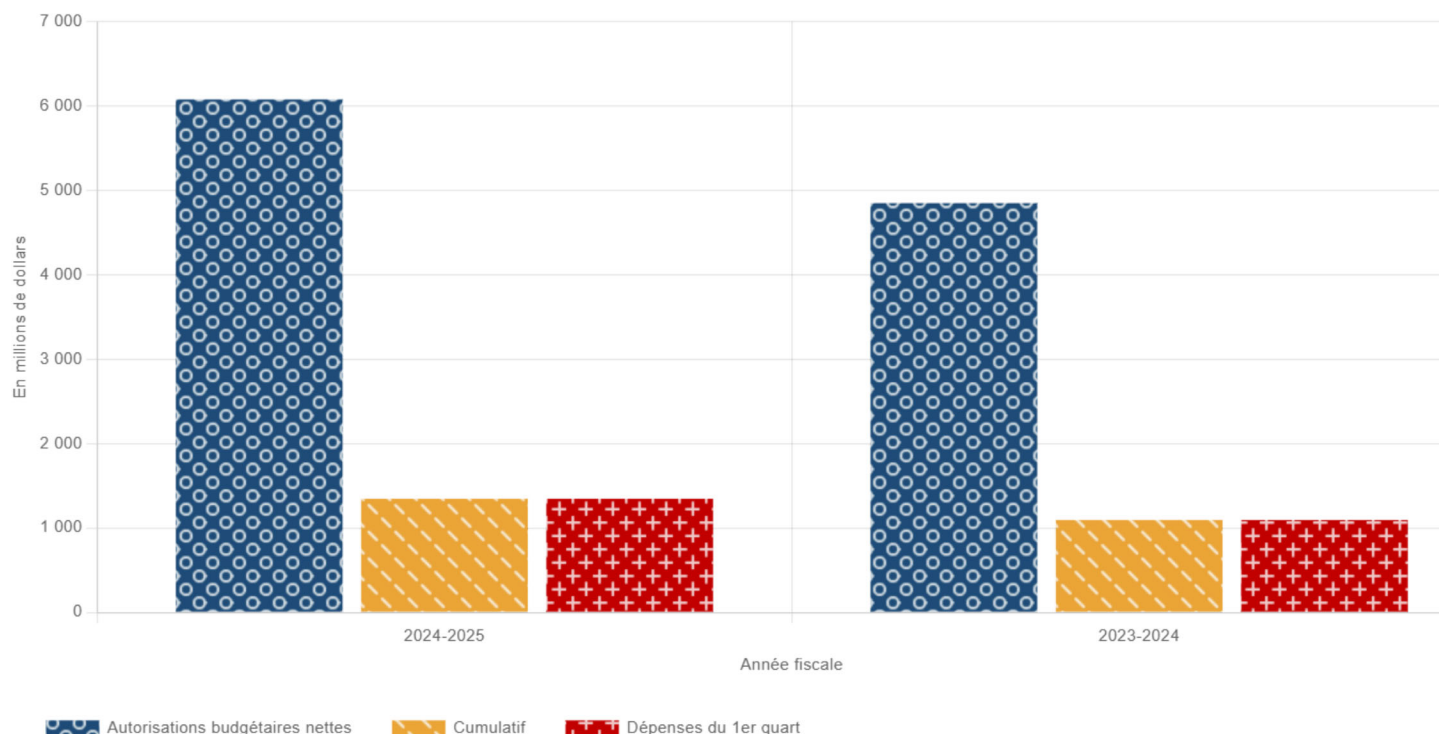
Puisque la GRC est financée au moyen de crédits annuels, toute modification des fonds approuvés par le Parlement influe sur son fonctionnement. La GRC reçoit par ailleurs une partie importante de son financement des recettes nettes en vertu d'un crédit (RNC) provenant de la prestation de services de police aux provinces, aux territoires, aux municipalités et aux communautés des Premières Nations, ainsi que des ententes de partage des coûts conclues avec les provinces et les territoires pour les analyses d'ADN effectuées par la GRC. La GRC reçoit également des autorisations relatives aux RNC pour l'administration de son régime de retraite.

Les autorisations de la GRC sont réparties entre plusieurs enveloppes distinctes avec des sources de fonds variables. Un certain nombre d'affectations à but spécial (ABS) ont été créées au fil des ans pour gérer différentes initiatives et différents programmes.

2. Faits saillants des résultats financiers du trimestre et de l'exercice à ce jour

La section suivante présente les résultats financiers et des explications pour le trimestre clos le 30 juin 2025 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2024. Le graphique suivant illustre les autorisations budgétaires nettes, les dépenses depuis le début de l'année, qui correspondent aux dépenses du trimestre se terminant le 30 juin 2025, ainsi que les chiffres comparatifs pour le trimestre de l'exercice précédent. Il reflète la combinaison du Crédit 1 – Dépense de fonctionnement, du Crédit 5 – Dépenses en capital, du Crédit 10 – Subventions et contributions, du Crédit 15 – Paiements au titre des prestations d'invalidité et de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que des éléments statutaires.

Graphique 1 : Faits saillants des résultats financiers du trimestre et de l'exercice à ce jour (en millions de dollars)



	2025-2026	2024-2025
Autorisations budgétaires nettes	6 078	4 849
Cumulatif	1 347	1 094
Dépenses du 1er quart	1 347	1 094

2.1 Changements importants aux autorisations

Pour la période se terminant le 30 juin 2025, la GRC dispose d'autorisations totales de 6 078,0 millions de dollars. Ce montant comprend le budget principal 2025-2026 de 6 076,4 millions de dollars et le produit de la vente des biens excédentaires de l'État de 1,6 million de dollars.

Comme il est illustré dans le tableau ci-dessous, le total des autorisations au 30 juin 2025 a augmenté de 1 229,4 millions de dollars par rapport au premier trimestre de l'exercice 2024-2025.

Tableau 1 : Écart cumulatif des crédits en 2025-2026 par rapport à 2024-2025 ¹

À la fin du premier trimestre (juin) (en milliers de dollars)	Crédits totaux disponibles		Écart	
	2025-2026	2024-2025	Autorisations	Pourcentage
Dépenses de fonctionnement brutes	6 179 869	5 076 194	1 103 674	22 %
Moins les recettes nettes en vertu d'un crédit	2 364 427	2 062 523	301 904	15 %
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	3 815 441	3 013 671	801 770	27 %
Autorisations totales	6 078 045	4 848 605	1 229 440	25 %

À la fin du premier trimestre (juin) (en milliers de dollars)	Crédits totaux disponibles		Écart	
	2025-2026	2024-2025	Autorisations	Pourcentage
Crédit 5 – Dépenses en capital	452 366	262 585	189 781	72 %
Crédit 10 – Subventions et contributions	26 177	24 845	1 331	5 %
Crédit 15 - Santé et invalidité	1 060 656	952 070	108 587	11 %
Total des autorisations de crédits votés	4 293 984	3 301 102	992 882	26 %
Pensions et autres avantages sociaux – membres de la GRC	597 401	513 252	84 149	16 %
Contributions aux régimes d'avantages sociaux (employés de la fonction publique)	119 377	76 333	43 044	56 %
Pensions versées aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	5 000	5 000	-	0 %
Produits de la vente de biens de l'État en vertu de la <i>Loi sur les biens de surplus de la Couronne</i>	1 627	849	778	92 %
Autorisations législatives	723 404	595 434	127 971	21 %
Autorisations totales	6 078 045	4 848 605	1 229 440	25 %

1 Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Explication des changements apportés aux autorisations votées et législatives

Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement brutes

L'augmentation de 1 103,7 millions de dollars du crédit 1 de l'organisation par rapport au premier trimestre de 2024-2025 est principalement attribuable à ce qui suit :

- Une augmentation de 480,8 millions de dollars pour répondre à la croissance du Programme des services de police contractuels et permettre la poursuite de l'exécution efficace du programme.
- Une augmentation de 174,5 millions de dollars pour soutenir la présidence canadienne du G7 en 2025.
- Une augmentation de 100,2 millions de dollars des rajustements à la rémunération des employés de la fonction publique et des membres de la GRC.
- Une augmentation de 110,9 millions de dollars dans le cadre des rajustements aux recettes nettes en vertu d'un crédit (RNC) en raison de modifications apportées aux conventions collectives.
- Une augmentation de 91,6 M\$ pour accroître l'intégrité des frontières du Canada.
- Une augmentation de 75,0 M\$ pour le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style armes d'assaut.
- Une augmentation de 35,8 M\$ pour accroître la protection des personnalités publiques et de l'institution démocratique.

- Une augmentation de 28,6 M\$ pour moderniser les infrastructures du réseau numérique.
- Une augmentation nette de 6,4 millions de dollars pour d'autres initiatives déjà approuvées et nouvelles.

Recettes nettes en vertu d'un crédit

- Les autorisations relatives aux RNC de l'organisation a augmenté de 301,9 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2024-2025, principalement pour répondre à la croissance du Programme des services de police contractuels.

Crédit 5 – Dépenses en capital brutes

L'augmentation de 189,8 millions de dollars du crédit 5 de l'organisation par rapport au premier trimestre de 2024-2025 est principalement attribuable à ce qui suit :

- Une augmentation de 142,3 M\$ du financement pour le Programme des services de police contractuels.
- Une augmentation de 28,5 millions de dollars par le biais d'un report de fonds, pour moderniser l'infrastructure de GI-TI de la GRC.
- Une augmentation de 18,1 millions de dollars pour soutenir la présidence canadienne du G7 en 2025.
- Une augmentation nette de 1,0 million de dollars pour d'autres initiatives déjà approuvées et nouvelles.

Crédit 10 – Subventions et contributions

L'augmentation de 1,3 million de dollars du crédit 10 de l'organisation par rapport au premier trimestre de 2024-2025 pour le Programme d'indemnisation pour les armes à feu.

Crédit 15 – Versement de prestations d'invalidité et de santé aux membres de la Gendarmerie royale du Canada

L'augmentation de 108,6 millions de dollars du crédit 15 de l'organisation par rapport au premier trimestre de 2024-2025 est attribuable à ce qui suit :

- Une augmentation de 75,1 millions de dollars des prestations d'invalidité pour les membres blessés dans l'exercice de leurs fonctions.
- Une augmentation de 33,5 millions de dollars pour le régime de soins de santé complémentaires et le régime de santé au travail des membres de la GRC, approuvée dans le cadre de nouvelles initiatives en 2025-2026.

Autorisations législatives

Les autorisations législatives de l'organisation ont augmenté de 128,0 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2024-2025, principalement en raison de ce qui suit :

- Une augmentation de 137,6 millions de dollars du régime d'avantages sociaux des employés (RASE) des employés de la fonction publique et des membres de la GRC en raison d'initiatives nouvelles et déjà approuvées.
- Une augmentation de 11,4 millions de dollars liée aux rajustements aux régimes d'avantages sociaux des employés de la fonction publique et des membres de la GRC.
- Une augmentation de 0,8 million de dollars liée au produit de la vente des biens excédentaires de l'État en vertu de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*.
- Une diminution de 21,8 millions de dollars en raison de changements apportés aux conventions collectives, de changements dans l'attribution des coûts liés aux avantages sociaux des membres de la GRC et des employés de la fonction publique, ainsi que de changements dans leurs taux respectifs.

Explication des écarts importants par rapport aux dépenses de l'exercice précédent

Tel que l'illustre le tableau 2 ci-dessous, le total des dépenses cumulatives pour la période se terminant le 30 juin 2025 a augmenté d'environ 253 millions de dollars (ou 23 %) par rapport à l'exercice précédent.

Comme le montre le tableau 3, les dépenses budgétaires brutes totales de la GRC ont augmenté de 352 millions de dollars (ou 23 %) par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des dépenses budgétaires brutes a légèrement été compensée par la perception accrue de recettes (99 millions de dollars) pour le premier trimestre, ce qui est attribuable au calendrier de collecte et au fait que les coûts accrus ont été facturés aux partenaires des services de police contractuels par rapport à l'exercice précédent.

Tableau 2 : Cumul des dépenses en fin de trimestre (en milliers de dollars) ¹

Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin, 2025	2025-2026	2024-2025	Écart entre les autorisations	Pourcentage
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	876 917	842 897	34 020	4 %
Crédit 5 - Dépenses en capital	71 738	49 144	22 595	46 %
Crédit 10 - Subventions et contributions	863	778	84	11 %
Crédit 15 - Santé et invalidité	244 160	47 892	196 268	410 %
Autorisations législatives budgétaires	153 782	153 660	122	0 %
Dépenses totales	1 347 460	1 094 371	253 088	23 %

1 Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

L'augmentation des dépenses budgétaires nettes (253 millions de dollars) est principalement due au calendrier des paiements versés à Anciens Combattants Canada pour les membres blessés dans l'exercice de leurs fonctions (200 millions de dollars), qui ont été effectués en juin 2025 plutôt qu'en juillet 2024. En outre, des dépenses de fonctionnement et d'investissement ponctuelles liées à la présidence canadienne du G7 ont été engagées au cours du premier trimestre 2025-2026. Les autres facteurs contribuant à l'augmentation des dépenses budgétaires nettes sont le calendrier des dépenses et les phases liées à divers projets, ainsi que l'augmentation de l'acquisition de véhicules par rapport à l'année précédente.

Tableau 3 : Cumul des dépenses par article courant en fin de trimestre (en milliers de dollars) ^{1 2}

Article courant	2025-2026	2024-2025	Écart	Pourcentage
Personnel	1 392 072	1 107 610	284 462	26 %
Transports et communications	81 708	78 752	2 956	4 %
Information	1 074	1 221	(147)	-12 %
Services professionnels et spéciaux	147 481	160 862	(13 381)	-8 %
Location	47 652	25 709	21 943	85 %
Achat de services de réparation et d'entretien	17 905	22 530	(4 625)	-21 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	37 827	40 987	(3 160)	-8 %
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	10 604	9 575	1 029	11 %
Acquisition de machines et de matériel	94 167	48 828	45 339	93 %
Paievements de transfert	1 371	1 362	9	1 %
Frais de la dette Publique	118	128	(10)	-8 %
Autres subventions et paiements	35 604	18 224	17 380	95 %
Dépenses budgétaires brutes totales	1 867 581	1 515 788	351 793	23 %
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	520 121	421 417	98 704	23 %
Dépenses budgétaires nettes totales	1 347 460	1 094 371	253 089	23 %

1 Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

2 Il n'y a pas de corrélation directe entre les dépenses totales et les tendances en matière de recettes, puisque les dépenses tiennent compte de l'ensemble de la GRC, et les recettes sont principalement liées aux activités des services de police contractuels.

Analyse des dépenses par article courant

Personnel

L'augmentation des dépenses de 284,5 millions de dollars (ou 26 %) est principalement attribuée à une augmentation d'une année sur l'autre des paiements d'invalidité pour les membres blessés dans l'exercice de leurs fonctions (200 millions de dollars), ainsi qu'à des augmentations d'équivalents temps plein (ETP) dues à des initiatives nouvellement approuvées et à des coûts salariaux accrus en raison du sommet du G7. Cela a entraîné une augmentation d'une année sur l'autre des dépenses liées au personnel, y compris les dépenses liées au régime d'avantages sociaux des employés, jusqu'au premier trimestre de l'exercice 2025-2026 par rapport à 2024-2025.

Information

La diminution des dépenses de 0,1 million de dollars (ou 12 %) est principalement attribuable au calendrier des services d'impression pour les communications sur les armes à feu et a été partiellement compensée par une augmentation des services de publicité et de publication en raison d'efforts accrus en matière de recrutement par rapport à l'exercice précédent.

Location

L'augmentation des dépenses de 22,0 millions de dollars (ou 85 %) est due à une augmentation des locations de bâtiments et d'avions, ainsi qu'à des dépenses liées aux frais de licence et de maintenance.

Achat de services de réparation et d'entretien

La diminution des dépenses de 4,6 millions de dollars (ou 21 %) est principalement due au calendrier de divers coûts du cycle de vie des actifs, des réparations de véhicules et de la maintenance informatique.

Acquisitions de terrain, de bâtiments et d'ouvrages

L'augmentation de 1,0 million de dollars (ou 11 %) est due à l'augmentation des dépenses en capital liées aux coûts des bâtiments de la GRC.

Acquisition de machines et de matériel

L'augmentation des dépenses de 45,3 millions de dollars (ou 93 %) est principalement attribuable à l'acquisition de matériel informatique et de sécurité, ainsi qu'à l'achat de véhicules, de radios et d'armes à feu, principalement dans le cadre du sommet du G7.

Autres subventions et paiements

L'augmentation de 17,4 millions de dollars (ou 95 %) est principalement due aux opérations de protection liées au sommet du G7, aux enquêtes et au renforcement des initiatives en matière de sécurité aux frontières.

Recettes et autres réductions

L'augmentation des recettes nettes en vertu d'un crédit de 98,7 millions de dollars (ou 23 %) est attribuable au calendrier de collecte et au fait que les coûts accrus ont été facturés aux partenaires contractuels par rapport à l'exercice précédent.

3. Risques et incertitudes

La GRC a réalisé une analyse de l'environnement dans le cadre de son travail d'élaboration du Profil de risque organisationnel 2025-2028.

Entretemps, les cinq risques associés à une note de risque élevée dans le Profil de risque organisationnel 2021-2024, qui continuent d'aider à orienter les décisions de financement, sont les suivants :

Recrutement, maintien en poste et modernisation des compétences

Risque que la GRC ne soit pas en mesure d'attirer et de maintenir en poste un personnel possédant les compétences, les attributs, les caractéristiques et les attitudes nécessaires pour réprimer les crimes de demain.

Accroître les engagements

Risque que les engagements de la GRC continuent de prendre de l'ampleur sans que l'organisation dispose de ressources suffisantes, ce qui nuira à sa capacité de respecter ses priorités et de fournir les services de base.

Infrastructure et systèmes

Risque que l'infrastructure, les systèmes et les applications de la technologie de l'information (TI) de la GRC répondent de moins en moins aux besoins administratifs et opérationnels de l'organisation.

Technologie

Risque que la GRC ne dispose pas de la technologie nécessaire pour s'adapter efficacement à la nature changeante de la criminalité.

Mieux-être des employés

Optimiser les occasions de promouvoir et de favoriser le mieux-être des employés et de soutenir adéquatement ses employés qui vivent du stress ou des traumatismes ou qui subissent des blessures graves en raison de la nature et des circonstances du travail policier.

Voici les autres risques mentionnés dans le profil de risque de l'organisation : prise de décisions stratégiques, résistance à la transformation, échange de renseignements et d'information.

Par ailleurs, la nature opérationnelle de la GRC est touchée par les augmentations inflationnistes du coût des biens et des services. De plus, en raison de la taille de l'organisation, ces types d'augmentations ont des répercussions importantes sur les dépenses.

La surveillance trimestrielle de tous les risques organisationnels cernés et des mesures d'atténuation connexes est continue.

4. Changements importants relatifs au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Après la fin du troisième trimestre, les changements suivants ont eu lieu au niveau des échelons supérieurs de l'organisation :

- Shelley Peters, auparavant dirigeante principale adjointe des Ressources humaines de la Gendarmerie royale du Canada, a été nommée dirigeante principale des Ressources humaines de la GRC.
- Le commissaire adjoint Trevor Daroux a été nommé commandant de la GRC en Alberta au grade de sous-commissaire. Il remplace le sous-commissaire Rob Hill, qui a pris sa retraite.
- Marie-Claude Dandenault, qui a passé 25 ans au Service de police de la Ville de Montréal, plus récemment au grade d'inspecteur-chef, a été nommée sous-commissaire des Services de police spécialisés de la GRC.

Annexe A : État des autorisations (non vérifié)

Tableau 4 : État des autorisations (non-vérifié) (en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 ¹	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 ¹	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2024	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses brutes de fonctionnement	6 179 869	1 397 041	1 397 041	5 076 194	1 264 321	1 264 321
Moins : Recettes nettes en vertu d'un crédit	2 364 427	520 124	520 124	2 062 523	421 424	421 424
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	3 815 441	876 917	876 917	3 013 671	842 897	842 897
Crédit 5 - Dépenses en capital	452 366	71 738	71 738	262 585	49 144	49 144
Autorisations budgétaires totales	6 078 045	1 347 460	1 347 460	4 848 605	1 094 371	1 094 371

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 ¹	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 ¹	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2024	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 10 - Subventions et contributions	26 177	863	863	24 845	778	778
Crédit 15 - Paiements liés aux prestations d'invalidité et soins de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada	1 060 656	244 160	244 160	952 070	47 892	47 892
Autorisations votées	5 354 640	1 193 678	1 193 678	4 253 171	940 711	940 711
Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	597 401	123 427	123 427	513 252	133 433	133 433
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés (fonctionnaires)	119 377	29 844	29 844	76 333	19 083	19 083
Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	5 000	508	508	5 000	583	583
Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	0	3	3	0	7	7
Produits de la vente des biens de l'État en vertu de la <i>Loi sur les biens de surplus de la Couronne</i>	1 627	0	0	849	554	554
Montants adjugés par une cour	0	0	0	0	0	0
Autorisations législatives	723 404	153 782	153 782	595 434	153 660	153 660
Autorisations budgétaires totales	6 078 045	1 347 460	1 347 460	4 848 605	1 094 371	1 094 371

¹ N'inclut que les autorisations disponibles et accordées par le Parlement à la fin du trimestre et les autorisations législatives visant le produit de la vente des biens excédentaires de l'État.

Annexe B : Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non

vérifiées)

Tableau 5 : Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non-vérifiées) (en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2025	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2023	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses						
Personnel	5 884 602	1 392 072	1 392 072	5 136 531	1 107 610	1 107 610
Transports et communications	296 869	81 708	81 708	214 652	78 752	78 752
Information	5 577	1 073	1 073	3 809	1 221	1 221
Services professionnels et spéciaux	860 473	147 481	147 481	588 034	160 862	160 862
Location	208 899	47 652	47 652	147 759	25 709	25 709
Achat de services de réparation et d'entretien	156 982	17 905	17 905	108 999	22 530	22 530
Services publics, fournitures et approvisionnements	229 627	37 826	37 826	161 490	40 987	40 987
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	143 650	10 604	10 604	94 613	9 575	9 575
Acquisition de machines et de matériel	437 827	94 167	94 167	280 824	48 828	48 828
Paiements de transfert	31 177	1 371	1 371	29 845	1 362	1 362
Frais de la dette publique	2 374	118	118	1 316	128	128
Autres subventions et paiements	184 415	35 604	35 604	143 256	18 224	18 224
Dépenses budgétaires brutes totales	8 442 472	1 867 581	1 867 581	6 911 128	1 515 788	1 515 788
Moins les revenus affectés aux dépenses	0	0	0	0	0	0
Recettes nettes en vertu d'un crédit	2 364 427	520 121	520 121	2 062 523	421 417	421 417
Total des revenus affectés aux dépenses	2 364 427	520 121	520 121	2 062 523	421 417	421 417
Dépenses budgétaires nettes totales	6 078 045	1 347 460	1 347 460	4 848 605	1 094 371	1 094 371

Date de modification :

